

Le mouvement ouvrier doit absolument intégrer l'enjeu écologique dans sa stratégie parce que les travailleurs et les pauvres sont et seront les principales victimes des catastrophes écologiques

Daniel Tanuro

ingénieur agronome et militant éco socialiste— déclare que en ce qui concerne l'environnement « on connaît la menace, on en connaît les causes et les conséquences. On sait même ce qu'il faudrait faire ».

C'est pour cela que la Conférence Mondiale du Climat qui aura lieu en décembre à Paris devrait permettre de prendre des décisions, mais les intérêts financiers et économiques sont un frein. Il pense aussi que nous pouvons « empêcher une dégradation plus importante » et en ce sens il pense que « le mouvement syndical peut jouer un rôle important parce que lui seul qui peut mettre en avant un programme qui répond aux principaux problèmes du monde du travail dans le respect des équilibres écologiques.



En ce qui concerne l'environnement et l'écologie quels sont les défis auxquels nous devons faire face ?

Ils sont nombreux. Nous sommes face à un déclin de la biodiversité, nous connaissons aujourd'hui ce que les biologistes appellent une phase d'extinction du vivant. C'est la sixième dans l'histoire de la vie sur terre, elle est plus rapide et plus importante que la phase que l'on a connue lors de la disparition des dinosaures et elle est due en grande partie à l'intervention humaine. Un deuxième problème c'est le changement climatique. Il n'y a plus aucune discussion sur la cause qui le déclenche : l'injection de gaz à effet de serre dans l'atmosphère, gaz à effet de serre qui proviennent de l'activité humaine, principalement de la combustion de combustibles fossiles (charbon, pétrole et gaz naturel). C'est sans doute le problème le plus important. Un troisième problème est l'acidification des océans. Pour comprendre cette question il faut savoir que le dioxyde de carbone (CO2) se dissout spontanément dans l'eau et donne une certaine acidité à l'eau. Comme il y a de plus en plus de dioxyde de carbone dans l'atmosphère, il y en a de plus en plus dans l'eau et par conséquent elle devient plus acide. C'est un très grand problème parce que des organismes vi-



vants qui ont des coquilles ou des squelettes en carbonates de calcium (comme les coraux) seront menacés. Ces organismes sont à la base de la chaîne alimentaire et les autres animaux en dépendent. Un quatrième grand problème est la dégradation des sols. Les sols perdent de plus en plus de matière organique et dépendent de plus en plus des engrais chimiques. On pourrait continuer la liste mais ce qui est important est de voir que tous ces problèmes sont interconnectés.

Sommes nous à temps d'inverser le processus de destruction ?

Le changement climatique est sans doute le plus important des défis environnementaux d'aujourd'hui. Je vais donner un exemple très concret. En 2014, deux équipes de chercheurs des EEUU, sont arrivées à la même conclusion concernant une même partie de l'Antarctique : La désintégration d'une partie de la calotte glaciaire est irréversible, il n'y a plus moyen de l'arrêter. Elle provoquera dans les siècles à venir une hausse des niveaux des océans de 1m30, et 300 à 400.000.000 de personnes devront migrer. J'insiste, ce qui est très important c'est le mot irréversible. Une fois que le processus a commencé il n'est plus possible de l'arrêter. Selon cette étude on est arrivé à un point de non retour pour une partie de la calotte on peut donc dire qu'une hausse du niveau des océans de 1m30 est irréversible, mais ça ne veut pas dire qu'il n'y a rien à faire.

Il faut savoir qu'au rythme actuel de hausse de concentration atmosphérique de gaz à effet de serre une hausse de la température de 4 à 6°C est tout à fait envisageable. Si une telle hausse devait se produire, elle entraînerait une hausse du niveau de la mer supérieure à 10m, dans

le millénaire qui vient. Il faut encore dire que la hausse des niveaux des océans n'est qu'une des conséquences du changement climatique, il y en a beaucoup d'autres. Il y a la diminution de la productivité agricole, il y a la multiplication de ce qu'on appelle les phénomènes météorologiques extrêmes (inondations, tempêtes, sécheresses, vagues de chaleur, cyclones, typhons,...). Disons qu'il n'est plus possible d'empêcher le réchauffement climatique. Il est en route. Mais on peut empêcher une dégradation plus importante.

Comment analysez vous, en relation avec ces défis, la conférence de Paris qui aura lieu en décembre ?

Je pense que ce genre de conférence devrait servir à prendre des décisions. On connaît la menace, on en connaît les causes et les conséquences. On sait même ce qu'il faudrait faire. C'est facile à dire, mais c'est beaucoup plus compliqué à réaliser. Ce qu'il faudrait faire c'est supprimer complètement l'usage des combustibles fossiles, c'est à dire supprimer l'utilisation du charbon, du pétrole et du gaz naturel comme source d'énergie dans les décennies qui viennent, à des rythmes différents en fonction des responsabilités. Il est évident que des pays comme la Grande Bretagne et comme les pays d'Europe en général, qui brûlent du charbon depuis des siècles sont plus responsables du changement climatique qu'un pays comme Haïti qui est très pauvre et où les émissions de gaz à effet de serre sont extrêmement limitées. Mais disons que pour les pays développés il faudrait arrêter de brûler des combustibles fossiles d'ici 2050 au plus tard et pour le reste des pays du monde il faudrait arrêter d'ici la fin du siècle.

L'urgence est extrême. Les données sont claires. Les gouvernements devraient arriver à un accord sur le partage équitable de l'effort global à réaliser. Or ils ont décidé de ne pas le faire, au lieu de ça, ils ont décidé que chaque pays communiquera, de façon volontaire, au secrétariat de la convention sur les changements climatiques, les intentions d'action pour protéger le climat sans aucune obligation d'atteindre des objectifs. Sur base de ces intentions d'action (INDC), la hausse de température probable sera de 3 à 4°C d'ici la fin du siècle. On est dans une situation dramatique où toutes les données sont sur la table, données qui montrent que l'on va vers une catastrophe humaine et écologique d'une ampleur sans précédent et d'autre part les Gouvernements qui sont en charge de la situation sont incapables de prendre les décisions qui s'imposent.

Pourquoi sont-ils incapables de prendre les décisions qui s'imposent ?

Parce qu'il y a des intérêts financiers et économiques gigantesques. Il faut savoir que pour limiter les dégâts au moins quatre cinquième des réserves connues de combustibles doivent rester sous terre et ne jamais être exploitées. Hors ces réserves appartiennent aux multinationales, elles figurent en actifs dans leurs bilans. Donc ne pas utiliser ces réserves c'est comme leur demander de détruire du capital et des profits escomptés. Il faut voir que ces lobbys de l'énergie fossile sont extrêmement puissants parce qu'ils fournissent l'énergie qui couvre 80% des besoins de l'humanité et de l'économie. Il y a là un frein terrible.

James Hansen, ancien climatologue en chef de la Nasa, avait déclaré il y a déjà

20 ans au congrès américain, que les dirigeants des conseils d'administration des compagnies pétrolières devraient être traduits devant la justice pour crime contre l'humanité et contre l'environnement parce qu'ils connaissent les conséquences de l'utilisation des combustibles fossiles, aussi bien que les gouvernements. Pour des raisons de profit et de concurrence entre groupes à l'échelle mondiale ils refusent de prendre les décisions qui s'imposent. Il faut bien voir aussi que tous ces lobbys des combustibles sont étroitement liés au secteur financier car les investissements qui sont réalisés par ces groupes sont des investissements à long terme et qui coutent très cher. Les deux secteurs clés du système capitaliste d'aujourd'hui se donnent la main pour exercer une pression maximum sur les gouvernements, pour les empêcher de prendre des mesures nécessaires pour sauver le climat. Ces secteurs sont plus puissants que les Gouvernements et les Etats.

D'un point de vue écologique le système capitaliste est-il viable?

Non, et ce pour une raison extrêmement claire qui est qu'il n'y a pas de capitalisme sans croissance, et cette croissance n'est pas possible sans consommation de ressources naturelles. Il y a un antagonisme entre la croissance illimitée du capitalisme et les limites des ressources sur la planète.

On parle du capitalisme vert comme alternative, qu'est ce en réalité ?

En réalité on peut comprendre cette expression dans deux sens différents. On peut la comprendre dans le sens où il y a du bénéfice à faire pour des capitalistes

qui veulent investir dans les productions propres, dans l'énergie propre (éolienne, solaire...). C'est une réalité, on le constate tous les jours. Dans ce sens là on peut dire qu'il y a des capitaux verts. Mais on peut le comprendre aussi dans le sens qu'il serait possible que le système capitaliste devienne compatible avec une gestion durable et responsable avec l'environnement et selon moi cela est impossible.

Peut-il exister une logique néolibérale et viable d'un point de vue environnemental ?

Non, ça ne peut pas exister.

Dernièrement nous avons eu connaissance de l'affaire Volkswagen. Quelle analyse faites vous de cette affaire ? Quels enseignements peut-on en tirer ?

C'est un magnifique exemple. Volkswagen a menti, a triché, a inventé un logiciel qui débranche son soit disant système de réduction des oxydes d'azote —des gaz qui polluent l'atmosphère, causent les pluies acides et le phénomène du smog—. Ils ont été pris la main dans le sac. Ce qui est intéressant c'est que cette entreprise, le plus grand constructeur automobile du monde, a décidé délibérément de tricher sur les réglementations et de mentir ouvertement. Cet exemple montre que ceux qui prétendent qu'une voiture verte est possible mentent. Une auto verte n'est pas possible, il faut changer de système de mobilité, il faut un système de mobilité basé sur les transports en commun. Il faut aussi une réduction radicale des échanges de marchandise à l'échelle de la planète, c'est à dire, une mise en cause du système de mondialisation des échanges.

Au moment de définir un modèle alternatif les luttes d'émancipation n'ont pas mis la lutte écologique au centre de leur action politique. Pour quelles raisons ?

Pour des raisons historiques. Au XIX siècle l'enjeu principal des mouvements d'émancipation était un enjeu social en termes de conditions de travail, de niveau de salaire, de protection sociale, de réglementation du travail... C'est autour de ces enjeux là que très logiquement le mouvement ouvrier s'est constitué. Aujourd'hui nous sommes dans une situation où les enjeux sociaux restent très importants, mais le mouvement ouvrier doit absolument intégrer en même temps l'enjeu écologique parce que les travailleurs et les pauvres sont et seront les principales victimes des catastrophes écologiques. Il suffit de voir ce qui se passe quand il y a des inondations, des canicules ou des cyclones comme celui qui a ravagé la Nouvelle Orléans il y a quelques années. Il faut cesser de penser qu'il y a d'un coté le social et de l'autre l'écologie. A mon avis les problèmes écologiques sont des problèmes sociaux et en ce sens les syndicats devraient les intégrer au cœur de leur programme

La situation est-elle en train de changer ?

Je pense que oui mais beaucoup trop lentement. Je dirais qu'elle est surtout en train de changer dans les pays du sud où les problèmes sont plus graves et où une grande partie de la population dépend de l'activité agricole. C'est un point qu'il faut souligner. Autant le mouvement ouvrier reste en retard dans l'intégration de la lutte écologique autant les mouvements paysans et indigènes sont à l'avant garde. Pour une



raison très simple : un paysan qui veut défendre son gagne pain doit mettre en avant des revendications qui aident à la lutte pour sauver le climat. Il va demander une agriculture biologique de proximité, des méthodes agricoles douces, il va demander à échapper à l'agrobusiness et aux OGM... La situation du mouvement ouvrier et à première vue différente parce que tous les travailleurs, surtout au moment où le chômage est massif, sont spontanément poussés à espérer que leur entreprise fonctionne, qu'elle produise plus... C'est plus difficile, mais il y a moyen pour le mouvement syndical de concilier les luttes sociales et la lutte pour sauver l'environnement.

Comment incorporer la lutte écologique à la lutte de classe ?

Je pense que de plus en plus de responsables syndicaux comprennent qu'il y a un problème, ils sont conscients qu'il faut une transition juste et mettent en avant l'idée que cette lutte climatique va nécessiter la création de beaucoup d'emplois. Il faut par exemple un plan de reconversion de l'industrie automobile, un plan public d'isolation des bâtiments, un plan public pour sauver les paysages, gérer les écosystèmes, une agriculture organique de proximité. Ça peut créer beaucoup d'emplois mais ça demande un véritable projet de société alternatif.

A quel type de modèle pouvons-nous prétendre ? A votre avis quelle serait l'alternative écologique au capitalisme ?

Personnellement je suis partisan d'un projet d'éco socialisme. C'est le projet d'une société où on produit pour la satisfaction des besoins humains réels démocratiquement déterminés et où on le fait dans le respect des rythmes des écosystèmes et dans le respect des grands cycles (le cycle de l'eau, de l'azote, des nutriments). Et on le fait en abandonnant ce concept, typique du début du capitalisme, de

la domination humaine sur la nature et en le remplaçant par une idéologie de prudence et d'humilité.

Ce projet de société n'est pas une nouvelle étiquette sur la bouteille du socialisme, il s'en distingue pour plusieurs raisons, entre autres parce que l'écosocialisme défend le besoin d'un système décentralisé qui est aussi une garantie d'un système démocratique. D'ailleurs le recours aux énergies renouvelables nous montre que nous devons avoir un modèle décentralisé car les énergies renouvelables ne peuvent pas être identiques sur la côte, dans les régions très ensoleillées ou en montagne. Une autre différence avec le socialisme classique c'est que l'écosocialisme ne considère pas que les technologies soient neutres. Trop souvent le modèle socialiste traditionnel considère qu'on peut utiliser n'importe quelle technologie. Or, le choix de la technologie est important : si on produit l'électricité avec une centrale nucléaire ou une centrale à charbon, ce n'est pas du socialisme, du moins ce n'est pas de l'écosocialisme. Il faut produire avec des technologies renouvelables.

Quel type de pratique politique devons-nous réaliser ?

Il faut développer des pratiques démocratiques qui encouragent partout l'auto organisation, l'auto activité, l'autogestion et qui visent à faire converger les luttes des grands secteurs de la population, converger les luttes des travailleurs et des travailleuses avec les luttes paysannes, avec les luttes de la jeunesse, ... C'est ça la réponse à donner en terme de pratique sociale et politique.

Que peut faire et que doit faire le syndicalisme dans ce contexte ?

Je pense que le mouvement syndical peut jouer un rôle important parce que c'est lui seul qui peut mettre en avant un programme concret qui répond aux principaux problèmes du monde du travail, notamment au problème du chômage et qui le fait dans le respect des équilibres écologiques. Je pense que ça devrait être une priorité pour les équipes syndicales. Le mouvement paysan a déjà élaboré un programme. Par exemple Via Campesina a déjà élaboré un programme qui dit comment les agriculteurs peuvent contribuer à sauver le monde, avec une agriculture alternative de proximité. Le mouvement syndical devrait et pourrait élaborer un projet, qui pourrait s'articuler avec celui des agriculteurs et celui des peuples indigènes (en défense de la forêt).

Ça veut dire des revendications précises, comme par exemple la réduction radicale du temps de travail sans perte de salaire avec embauche proportionnelle et réduction des cadences. Si on pense qu'il faut arrêter la course à la productivité et à la croissance il faut penser à une réduction du temps de travail. C'est une revendication écologique et il est évident que c'est aussi une revendication sociale qui permet de lutter contre le chômage. La création de nouvelles entreprises publiques sous le contrôle des travailleurs et des usagers, dans le domaine du transport public, dans le domaine de l'isolation et rénovation des bâtiments. C'est un autre exemple de revendication écologique et qui permet de créer

énormément d'emplois de bonne qualité. C'est à ça qu'il faut s'atteler.

Cela ne répond pas directement à la question de ce que peut faire une équipe syndicale dans une entreprise particulière. Il faut reconnaître que les possibilités sont plus limitées mais il y a des choses à faire, rien n'empêche une délégation syndicale d'appliquer le contrôle ouvrier non seulement aux problématiques sociales mais aussi aux problématiques environnementales, de s'intéresser aux produits qui sont utilisés et à leurs conséquences du point de vue de la santé des travailleurs. Rien n'empêche une délégation syndicale de s'intéresser aux achats de l'entreprise ou de se mettre en relation avec les producteurs locaux. Il y a beaucoup de petites choses à faire pour faire évoluer les consciences et prouver qu'il est possible de vivre mieux.

Quelle stratégie doit développer le mouvement des travailleurs chacun depuis son domaine d'action ? Vers qui peut-il tendre ?

Au niveau d'une entreprise, les travailleurs doivent s'intéresser à ce qui se passe autour de l'entreprise et essayer de développer des mécanismes collectifs de réappropriation de tout ce qui nous concerne. Mais il faut aller au delà des entreprises, cette collaboration doit dépasser les frontières, le problème est global. Il faut lutter sur place, il faut commencer à mettre des solutions là où nous sommes mais il faut le faire en solidarité avec tous ceux qui essaient de faire des choses semblables dans d'autres pays.